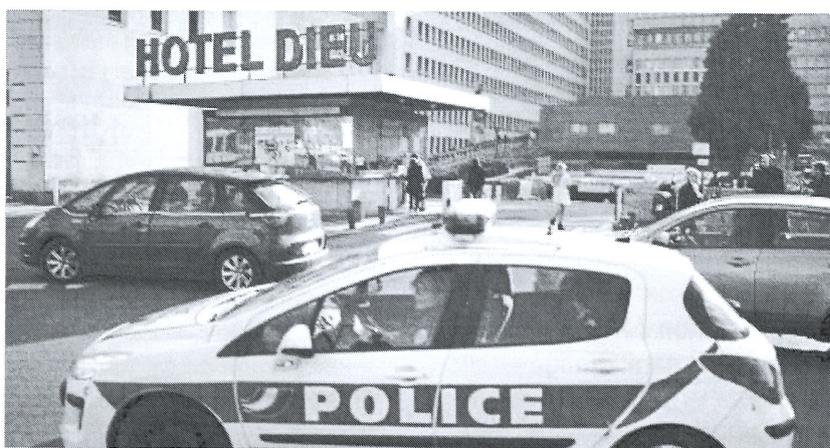


## L'AP-HP soigne sa sécurité

**M**ieux se protéger, pour mieux soigner ! Face aux multiples enjeux sécuritaires auxquels les structures hospitalières françaises se trouvent actuellement confrontés, l'AP-HP (Assistance publique – Hôpitaux de Paris) a décidé de mettre progressivement en place une nouvelle politique sûreté au sein de ses établissements.

*« On n'oublie jamais qu'on est là pour soigner. Et il ne s'agit pas de mettre en place des mesures qui dissuaderaient quiconque d'entrer pour des raisons médicales. Impossible cependant, de concevoir aujourd'hui un hôpital comme un établissement totalement ouvert sur la ville. En cas de crise, il faut qu'il puisse fonctionner de manière fermée. Tout en permettant une gestion stricte des entrées des patients, ainsi que du personnel et du matériel indispensables à leurs soins. Les attentats de 2015 nous l'ont prouvé. Nous devons à la fois fermer les portes de nos établissements pour*



*protéger notre personnel, mais également éviter l'entrée des curieux ou d'éventuelles personnes mal intentionnées. Tout en accueillant les blessés, leurs proches et assurer l'acheminement des poches de sang »,* explique Arnaud Poupard, conseiller sécurité et défense à l'AP-HP, au cours d'un entretien exclusif accordé à En Toute Sécurité.

### Budget sécurité national de 75 M€ sur trois ans

Pour atteindre cet objectif, l'AP-HP s'appuie notamment sur la circulaire du ministère de la santé de novembre 2016, précisant les mesures à mettre en œuvre par les établissements de santé : 3 axes et 17 mesures. Elle alloue également de nouveaux moyens ...

### Arnaud Poupard : des commissariats de quartier aux hôpitaux de Paris



Titulaire d'un DESS en sécurité publique et d'un Master II Droit et politiques de sécurité à l'École Nationale Supérieure de la Police (ENSP), Arnaud Poupard a également intégré l'école de commissaire de police, après avoir été gardien de la paix entre 1999 et 2005 dans plusieurs commissariats parisiens. Entre 2007 et 2013, il travaille notamment au sein de la Direction de l'ordre public et de la circulation de la Préfecture de Police de Paris.

Depuis janvier 2014, Arnaud Poupard est en charge au ministère des Affaires sociales et de la santé des questions de sécurité, et notamment de l'amélioration des politiques de prévention des atteintes aux personnes et aux biens sur le territoire national. Il a également dirigé l'Observatoire national des violences en milieu de santé (ONVS).

Le 19 septembre 2016, il rejoint l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris en tant que conseiller sécurité et défense à l'AP-HP, où il succède au Général Jean-Michel Olivieri parti en retraite.

### sommaire

2 JANVIER 2018  
N° 645 | 29<sup>e</sup> ANNÉE

- ▶ La nouvelle stratégie de croissance de Bluelinea
- ▶ Ranc Développement prépare de nouvelles acquisitions
- ▶ Decayeux investit de nouvelles niches

## L'AP-HP soigne sa sécurité... (suite)

2

... financiers pour renforcer leur sécurité : 75 M€ sur trois ans pour l'ensemble des hôpitaux français, l'AP-HP représentant environ 10 % de ces établissements. De même, une lettre commune du ministère de l'Intérieur et celui des Affaires sociales et de la santé, dessine les lignes d'un plan d'action commune et national, afin d'assurer la sécurité des personnes, des biens et des systèmes d'information de ces structures en temps normal. Il existe également un volet pour les situations de crise. « Notre institution est fortement décentralisée et se compose d'une quarantaine d'établissements aux équipements hétérogènes, répartis sur 10 départements. Ma mission consiste donc à conseiller, mais également accompagner un réseau de 70 chargés de sécurité locaux, généralement d'anciens gendarmes ou policiers, afin de faire en sorte que les directives soient appliquées. Et que nous menions tous une action cohérente en termes de sûreté », indique Arnaud Poupard.

### Augmentation de 40% des coûts de gardiennage

Côté humain, les coûts de gardiennage ont augmenté de 40% sur deux ans du simple fait de la mise en place du plan Vigipirate. « Les agents de sécurité sont eux largement en prestation sous-traitée. La mission de ces agents consiste essentiellement à contrôler systématiquement les sacs au niveau de toutes les entrées publiques des hôpitaux. Ils doivent également porter assistance au personnel soignant en cas de besoin. Surtout aux urgences, service où demeurent les plus vives tensions », déclare le conseiller sécurité.

De même, l'équipement en vidéosurveillance est en forte augmentation. A terme, la quasi-totalité des points d'accès et des zones publiques sera couverte. Seuls les espaces de soins ne seront pas équipés pour des raisons de confidentialité et de protection de la vie privée des patients.

« Nous imposons dans nos cahiers des charges que les systèmes ne soient pas propriétaires afin que les images se révèlent compatibles avec l'ensemble de nos systèmes et directement exploitables par les forces de l'ordre. De même, les caméras devront être numériques, dotées d'un grand angle et non motorisées, afin d'en faciliter l'exploitation, d'éviter les pannes et de réduire



### L'AP-HP en chiffres

- 39 hôpitaux ;
- 10 millions de patients ;
- 100 000 collaborateurs (dont 12 500 médecins, 2 980 internes, 53 800 personnels soignants) ;
- 40 écoles, dont 17 instituts de formation en soins infirmiers ;
- 7,5 milliards € de budget ;
- 1,4 million de passages aux urgences ;
- 39 000 naissances dans 13 maternités ;
- 335 000 actes opératoires dans 246 salles d'opération.

les coûts de maintenance. Toutes devront autoriser l'accès à leur codes administrateurs afin d'en personnaliser et sécuriser l'accès. Le maintien en condition de sécurité de ces appareils, comme tout système en réseau, est essentiel. Seules certaines, réservées à la surveillance de zones sensibles, devront être analogiques pour en limiter le piratage », confie Arnaud Poupard. En matière de contrôle d'accès, l'ensemble du personnel commence depuis un an à être doté d'un badge. « Il s'agit de la carte à puce multiservices nationale des professionnels de santé (de l'ASIP Santé) que nous avons personnalisée avec l'adjonction d'un logo, d'un film inviolable et d'une photo, nous assurant ainsi de l'identité de son porteur. Elle nous permet d'autoriser ou non l'accès à certains sites physiques ou informatiques, en fonction du profil de son détenteur », ajoute Arnaud Poupard. Mais renforcer les portes ne sert à rien, si on néglige les autres moyens de protection... Dans cette même volonté de démarche homogène et cohérente, les murs d'enceinte des établissements de l'AP-HP devraient être remontés à une hauteur de 2,30 mètres minimum afin d'en compliquer le franchissement.

### Baisse de 2/3 des violences verbales et physiques

Afin de mesurer l'impact des mesures mises en œuvre, le département sûreté de l'AP-HP peut se baser sur les outils statistiques de l'Observatoire national des violences en milieu de santé (ONVS) qui recueille depuis 2005, sur

la base du volontariat, les signalements de faits de violence (dont les incivilités) commis en milieu de santé contre les personnes et contre les biens. « Nous constatons aujourd'hui une baisse globale de ces chiffres. Même si je ne suis pas capable de l'attribuer avec certitude à la mise en place de l'ensemble de ces mesures purement sécuritaires », concède-t-il.

Le service des urgences dirigé par Christophe Choquet à l'hôpital Bichat a ainsi obtenu une baisse des 2/3 des violences verbales et physiques aux urgences grâce à une meilleure gestion des patients et de leur entourage (voir ETS n°642). Elle consiste notamment à « retourner » régulièrement l'information médicale aux accompagnants et à organiser un véritable « parcours patient » au sein de l'établissement afin d'éviter au malade de longues attentes au même endroit...

« Il n'y a plus personne sur un brancard qui patiente dans un couloir. Une telle gestion nécessite cependant la mise en place de logiciels de suivi et de géolocalisation sophistiqués, afin de ne pas risquer de perdre ou de se tromper de patient. Aujourd'hui deux autres hôpitaux réfléchissent à l'intégration de ces bonnes pratiques », affirme le conseiller sécurité.

En matière de risques terroristes, l'ensemble du personnel est tenu régulièrement informé sur l'évolution des menaces. L'AP-HP a également élaboré un module de formation accolé à celui obligatoire de lutte contre l'incendie afin de s'assurer que l'ensemble du personnel le suive. L'établissement organise régulièrement des conférences avec le ministère de l'Intérieur sur les phénomènes de radicalisation.

« Je pense cependant que nous sommes moins exposés à ce risque que dans d'autres secteurs d'activité du fait de la forte culture laïque et de l'attachement de nos équipes au service public. Dans tous les cas, mon travail s'inscrit sur le long terme. Et même si je n'ai aucun moyen d'imposer cette démarche sécuritaire, j'ai la chance d'être écouté. Toutes nos décisions sont prises en concertation avec les équipes soignantes. Et le personnel est demandeur, car il a bien compris que bien soigner implique un environnement serein. Que ce soit en temps normal ou en situation de crise », déclare Arnaud Poupard. ■

Enquête réalisée par  
**Pierre-Olivier Lauvige**

Téléassistance • Elancourt (78)

# La nouvelle stratégie de croissance de Bluelinea

**A** l'issue d'une période difficile marquée par un différend avec les services fiscaux qui s'est finalement résolu en sa faveur, la société de téléassistance spécialisée sur le créneau des établissements de santé s'est fixée trois challenges à relever afin d'accélérer sa



**Laurent Levasseur :**  
**« Il serait souhaitable qu'une nouvelle configuration de notre actionnariat se traduise par la naissance d'un leadership ».**

croissance, annonce Laurent Levasseur, son président du directoire, au cours d'une interview exclusive accordée à En Toute Sécurité. *« Il nous faudrait un actionnaire de référence. La répartition actuelle du capital n'est pas un problème, mais cela pourrait le devenir quand nous aurons acquis une taille plus importante. Il serait souhaitable qu'une nouvelle configuration de notre actionnariat se traduise par la naissance d'un leadership »*, affirme-t-il. Le tour de table est aujourd'hui composé de quatre types d'acteurs qui se partagent grosso modo un quart des titres chacun : les fondateurs, des fonds d'investissement (dont Nextstage, Good value for money, Amundi, etc.), des entreprises comme Hager et Apicil et enfin le flottant sur le marché Alternext de la bourse de Paris.

Le second défi est d'assurer le financement du modèle économique. Par autofinancement, l'entreprise achète des équipements qui sont ensuite distribués aux clients sous forme d'abonnements et services. *« Pour franchir une nouvelle étape de notre développement, il faudra mettre en place un système plus proche des ventes »*, explique le dirigeant.

Le troisième dossier concerne le réseau, c'est-à-dire un accès au marché via des canaux déjà existants comme les banques ou les assureurs.

*« J'espère trouver une solution en 2018 et il est même possible que ces trois challenges soient résolus en même temps »*, déclare Laurent Levasseur, 48 ans, qui a travaillé chez Bull

dans la santé puis chez Medasys, éditeur de logiciels dédiés à la santé, avant de créer Bluelinea en 2008.

## Premiers jalons à l'international

L'entrée en juin 2016 du groupe allemand Hager dans le capital de Bluelinea (voir ETS n°613) est analysée comme une opportunité de débiter l'expansion internationale. *« Nous avons besoin d'une plateforme de services en langue allemande si bien que nous cherchons un partenaire local »*, affirme le président.

La société travaille aussi à une extension en Belgique et Suisse romande, prévue pour 2018.

Bluelinea, qui a effectué deux opérations de croissance externe dans un passé récent, affirme ne pas avoir de dossier d'acquisitions en cours. En mai 2016, la société avait repris la téléassistance de Protection 24, filiale de BNP Paribas qui disposait de 1 500 raccords (voir ETS n°611) et un an plus tard l'activité téléassistance de Santé Service,

représentant 5 200 raccords (voir ETS n°634).

Laurent Levasseur espère arriver à une croissance rentable d'ici quelques semestres : *« C'est le principal sujet de notre management. Nous ne sommes plus une start-up en hyper-croissance »*, ajoute-t-il. La société a dégagé une perte nette de 1,84 M€ au premier semestre 2017 pour un CA de 2,74 M€ et a lancé un plan de diminution des coûts portant sur 1,2 M€ sur douze mois (voir ETS n°641). Le CA pourrait atteindre environ 6 M€ en 2017 contre 5,4 M€ l'exercice précédent.

Alors que le marché potentiel est de deux millions de personnes âgées, Bluelinea vise un parc de 100 000 raccords en 2020 (voir ETS n°624). Elle alignait 18.600 abonnés fin mars 2017 (voir ETS n°631) et 25 660 fin septembre. Laurent Levasseur insiste sur le fait que seuls 15% des appels gérés provoquent un service d'assistance, contre 25% de l'accompagnement technique et 60% un besoin de réconfort. *« Les grands télésurveilleurs ne savent pas gérer ces appels qui démontrent une envie d'avoir un échange, alors que nous cherchons au contraire à les valoriser »*, souligne-t-il. De même, une partie significative des appels émane de personnes handicapées et un accord a d'ailleurs été signé avec l'Association des paralysés de France.

Enfin, un partenariat a été signé avec la Croix Rouge des Yvelines et la résidence Stéphanie à Sartrouville pour le suivi de personnes à leur domicile. ■

3

## Somfy : accord avec Legrand

**D** eux leaders de la maison connectée -Somfy et Legrand- annoncent s'associer pour apporter à leurs clients professionnels et particuliers une compatibilité entre leurs offres en matière de maison connectée.

Ainsi, la solution Netatmo de Legrand qui gère la lumière, les portiers, les volets, etc. est désormais compatible avec l'environnement Somfy (volets roulants, portails, etc.) via leurs passerelles respectives. Ce nouveau protocole commun sera disponible en juin prochain en France, puis en Europe en fonction des lancements des gammes d'appareillage connectés Legrand tout au long de l'année 2018. ■

Sécurité physique • Feuquières en Vimeu (80)

# Decayeux investit de nouvelles niches

4

**L**e fabricant d'équipements de sécurité physique se lance sur de nouvelles niches de marché, annonce à En Toute Sécurité Antoine Decayeux, co-gérant avec son frère Stéphane de la société éponyme.

« Nous avons lancé des portes métalliques destinées à l'équipement de bâtiments neufs, de même que des portes en bois renforcées et de nouveaux cylindres. 2017 a été l'année des produits pour la construction neuve qui représente 40% de l'offre contre 10% seulement voici trois ans », précise le dirigeant.

La croissance a connu un rythme soutenu sur ces nouveaux créneaux, compensant la baisse des ventes en valeur dans le domaine des boîtes aux lettres, le cœur du métier de Decayeux. Celui-ci remporte ses premiers contrats sur le créneau des boîtes à colis connectées, dont les prix s'évaluent entre 150 € et 350 € pour les particuliers et entre 7000 € et 24 000 € pour les modules destinés aux grosses entités (universités, entreprises, etc.). Au total, le groupe qui emploie 650 personnes a enregistré un CA 2017 de 70 M€, soit un niveau stable par rapport à celui de l'année précédente, tandis que la rentabilité



s'est améliorée. Les ventes de portes blindées comptent désormais pour 25% du CA et celles de serrurerie pour 15%. La commercialisation des portes et serrures s'effectue par l'intermédiaire de prescripteurs du bâtiment, y compris le réseau de 300 points de vente non exclusifs La Sécurité, alors que les clients finaux sont des OPHLM ou des promoteurs immobiliers. La vente des boîtes aux lettres se fait à travers des GSB.

« Nous avons numérisé les services, mutualisé les ressources, amélioré la gestion des

**Antoine Decayeux : « Si nous détectons une belle opportunité, nous réfléchissons à la prospection du marché américain ».**

stocks et accentué nos efforts sur le plan du marketing », affirme Antoine Decayeux. Les dépenses de R&D et les investissements industriels se montent à 2,5 M€ par an (voir ETS n°609).

Le groupe familial créé en 1872, qui a effectué quelques acquisitions dans le passé, notamment le fabricant allemand de boîtes aux lettres Ju en 2012, n'a actuellement pas de projet de croissance externe. L'international prend progressivement du poids : 45% en 2016 et 50% aujourd'hui. Très présent en Allemagne et Grande-Bretagne, Decayeux est également actif en Pologne, Tchéquie et Scandinavie et vient de démarrer en Espagne. « Si nous détectons une belle opportunité, nous réfléchissons à la prospection du marché américain », indique le co-gérant.

« Nous devrions renouer avec la croissance en 2018, car les prix se sont stabilisés », ajoute-t-il. ■

Finances • Paris (75)

# Groupe Gorgé abaisse ses prévisions et se restructure

**L**e groupe industriel très présent dans divers domaines de la sécurité a abaissé le 22 décembre sa prévision de CA 2017, désormais compris entre 260 et 270 M€. Le périmètre pris en compte est modifié car Groupe Gorgé discute actuellement de la cession de filiales déficitaires à l'étranger de son pôle Systèmes Intelligents de Sécurité. Sur ce nouveau périmètre, l'entreprise avait atteint en 2016 un CA de 272 M€ et à périmètre constant un CA de 281,2 M€ et visait alors un CA 2017 approchant les 300 M€.

« Les performances des pôles Protection des installations à risques et Systèmes Intelligents de Sécurité auront un fort impact sur la rentabilité opérationnelle courante. Des éléments exceptionnels liés notamment aux cessions

envisagées dans le pôle Systèmes Intelligents de Sécurité pourront aussi venir impacter le résultat net », ajoute Groupe Gorgé.

Dans le pôle Protection des installations à risque, l'effet de retard dans le nucléaire et l'énergie, couplés au lancement de projets plus concurrentiels à plus faible marge dans le nucléaire, auront un impact « significatif » sur le CA et la rentabilité qui s'inscriront en net recul sur l'exercice. Jusque-là, le CA de ce pôle était attendu en ligne avec le CA 2016, soit 144,9 M€.

Le pôle a initié la mise en place d'une nouvelle organisation, le développement d'une offre plus intégrée et l'amélioration de la compétitivité du portefeuille produit, affirme l'entreprise.

Dans le pôle Systèmes intelligents de sûreté, opérée par la filiale ECA qui propose notamment des drones, Groupe Gorgé indique que le rythme des entrées de commandes enregistré au quatrième trimestre ne permettra pas d'atteindre l'objectif de CA du quatrième trimestre et donc l'objectif annuel. Le pôle anticipe désormais un CA de l'ordre de 105 à 110 M€ en 2017 (hors filiales en cours de cession), alors qu'il visait 120 M€. La rentabilité opérationnelle courante devrait s'inscrire en retrait sensible sur l'ensemble de l'exercice. Dans ce contexte, il a été décidé d'accélérer les mesures visant à améliorer l'efficacité opérationnelle du pôle et réduire ses coûts — de l'ordre de 4 M€ par an —, tout en maintenant les orientations stratégiques. ■

# Ranc Développement prépare de nouvelles acquisitions

**P**ricipalement présente dans la surveillance humaine, la société veut se renforcer en sécurité électronique et anticipe « au moins une acquisition dans ce domaine au premier trimestre 2018 », annonce Romain Gille, président de Ranc Développement, au cours d'un entretien exclusif accordé à En Toute Sécurité.

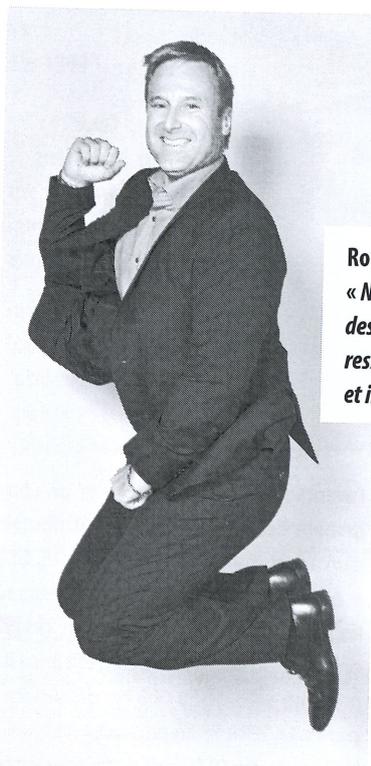
« Nous n'avons pas encore atteint la taille critique et nous sommes bien décidés à participer activement au mouvement de concentration du marché actuellement en cours », explique-t-il en précisant que plusieurs dossiers sont « très avancés ».

« Nous recherchons des sociétés qui nous ressemblent, de plus petite taille et si possible rentables. Cela pourrait être un installateur ou une entreprise de maintenance avec un taux de fidélisation important ou encore une société innovante, agile, qui s'extrait des habitudes », ajoute Romain Gille. Il n'exclut d'ailleurs pas d'éventuelles alliances.

Ranc Développement a déjà effectué deux acquisitions ces dernières années : ACF (Applications Courants Faibles) basée à Martigues et reprise à la barre du tribunal en 2013 et Eurosecurité à Lyon, spécialisé dans l'événementiel, les SSIAP et le gardiennage en 2015, qui est rentable. « Ces opérations nous ont permis de mieux nous implanter sur le plan géographique et d'élargir notre éventail de prestations », analyse le président. Il souligne que la société dispose des moyens de son développement, n'a jamais rencontré de difficultés et a réussi l'intégration de ses deux acquisitions.

## Implantation en région parisienne

Au premier semestre, une agence sera créée en Ile-de-France (à Roissy) où une équipe technique est déjà en place. « Nous réalisons aujourd'hui 20% de notre activité en région parisienne et nous pensons parvenir à 35%-40% à moyen terme », indique



Romain Gille. Déjà certifié R81, R82 et R31, il a entamé une démarche pour obtenir la certification Mase. Il mise également sur son PC de télésurveillance équipé pour

des prestations de cyberguarding, rondes vidéo, télégestion et téléactions, qui gère moins de 900 raccordements.

La société familiale se présente comme proposant une solution globale en amont d'un projet, indépendante de ses fournisseurs.

**Romain Gille :**  
« Nous recherchons des sociétés qui nous ressemblent : agiles et innovantes ».

« Nous sommes passés d'une discrétion totale à une politique commerciale plus dynamique et nous voulons nous faire connaître au-delà de notre clientèle traditionnelle », explique son président. Très tournée vers

la banque à l'origine, l'entreprise fondée par son père en 1986 a élargi ses segments de clientèle : les établissements financiers ne pèsent plus qu'un quart de l'activité totale contre un tiers pour l'industrie, près de 20% pour les collectivités locales, 7% pour la logistique et le reste pour les sites tertiaires. Le CA 2017 devrait dépasser 8 M€, en progression de 1% seulement, dont 6,5 M€ pour Ranc Développement et 1,5 M€ pour Eurosecurité. L'activité gardiennage et intervention sur alarme s'élève à 4 M€. « Nous anticipons une année 2018 très positive, marquée par un net coup d'accélérateur », affirme Romain Gille. ■

## les décideurs

### Nico Delvaux nouveau PDG d'Assa Abloy



**Q**uatre mois après l'annonce de la nomination d'un nouveau PDG pour Securitas (voir ETS n°637), c'est un autre groupe suédois qui va changer de patron : Nico Delvaux a ainsi été nommé à la tête d'Assa Abloy, leader mondial du contrôle des accès. Il prendra ses fonctions en juin 2018 et remplacera alors Johan Molin qui a été PDG du groupe suédois durant douze ans.

De nationalité belge et âgé de 51 ans, Nico Delvaux a une formation en ingénierie. Il a occupé plusieurs fonctions de direction dans le groupe industriel Atlas Copco durant plus de vingt ans et se trouve actuellement

à la tête du fournisseur finlandais d'équipements miniers Metso.

Né en 1994 de la fusion du suédois Assa et du finlandais Abloy, le groupe a réalisé un CA équivalent à 7,57 milliards d'€ en 2016 pour un résultat net de 830 M€ et des effectifs de 47 000 salariés. ■

Matériels de sécurité • Massy (91)

# GSDI mise sur les films protecteurs anti-explosifs

6

L'entreprise spécialisée dans la fourniture et la pose de films adhésifs a multiplié par cinq la part de la sécurité dans son CA depuis sa création en 1993. Jacques Couëffé, son PDG, déclare au cours d'un entretien accordé à En Toute Sécurité « recevoir de plus en plus de demandes », notamment depuis 2015 et les attentats perpétrés sur le sol français qui ont généré « de nombreux appels de services de sécurité qui souhaitent protéger leurs locaux dans l'immédiat ».

Les activités de sécurité représentent désormais 15% du CA de GSDI, « ce qui est considérable dans la mesure où nous travaillons majoritairement pour le ferroviaire », affirme le dirigeant. En effet, c'est l'autre secteur clef de l'entreprise, le bâtiment, qui est le principal destinataire de ses solutions de sécurité. Du traitement de surfaces à la pose de films adhésifs techniques aux propriétés diverses (anti-graffitis, anti-rayures, anti-buée, décoratifs, de communication, anti-salissures, anti-bactériens, etc.) les activités de GSDI, qui n'est pas fabricant, sont variées.

Celles-ci devraient contribuer à une « grosse année 2018 » au cours de laquelle son dirigeant escompte une croissance de 12,5% du CA global du groupe, atteignant ainsi 18 M€ pour 0,7 M€ de résultat net. En 2017, ce CA devrait avoisiner les 16 M€, soit le même chiffre qu'en 2016 mais avec un résultat net en baisse, passant de 0,62 M€ à 0,55 M€. En 2015, il enregistrait un CA de 13 M€.

## Contrat avec le Parlement Européen

L'activité sécurité de GSDI se résume essentiellement à la pose de films adhésifs anti-déflagration sur les vitrages d'édifices publics ou privés. Cette solution présente



**Jacques Couëffé :**  
« Nous travaillons notamment pour des ambassades de France et des lycées français dans certains pays africains ».

l'avantage de ne pas nécessiter un changement des vitres existantes. Attributaire d'un appel d'offre européen en 2015, GSDI achève la pose de ces films protecteurs sur les vitres du Parlement européen, dont le double siège situé à Strasbourg et à Bruxelles présente près de 50 000 m<sup>2</sup> de surface à couvrir. En 2008, l'entreprise avait déjà réalisé le chantier des 10 000 m<sup>2</sup> de façades vitrées du Conseil de l'UE.

Parmi ses clients - « uniquement des professionnels » — on trouve aussi des banques, « des ambassades de France et des lycées français dans des pays africains présentant des

risques avérés d'explosion », indique le PDG. En outre, une part minime de l'activité sécurité (10%) de GSDI repose sur des films retardateurs d'effraction, permettant notamment de limiter les intrusions. Toutefois, « nous nous sommes surtout spécialisés sur les films anti-explosifs, dont nous maîtrisons la technique de pose complexe et qui intéressent de plus gros clients », explique Jacques Couëffé. Sur les 485 000 m<sup>2</sup> de surfaces traitées par les applicateurs de GSDI en 2016, 70 000 m<sup>2</sup> ont été équipés en film anti-déflagration. « Notre plus-value réside dans le savoir-faire de nos 80 techniciens applicateurs formés en interne dans notre école », souligne-t-il, se targuant de n'utiliser aucun sous-traitant.

Cet ancien franchiseur dans les assurances se félicite de s'être consacré, dans les années 90, à ce marché désormais « très abouti ». Son groupe, implanté à Massy, emploie 180 salariés et dispose de filiales en Espagne, en Pologne, en Algérie ou encore, depuis trois ans, en Afrique du Sud. En France, deux plateaux techniques sont installés à Clermont-Ferrand et Valenciennes, et des agences commerciales avec des équipes de pose et rénovateurs ont ouvert récemment à Rennes et en novembre dernier, à Lyon. ■

## livres

### « Ces vigiles que les Français n'aiment pas »

Jean-Claude Palcowski publie aux éditions Publibook un livre en forme de témoignage sur son immersion prolongée dans les métiers de la sécurité privée, notamment comme agent statique ou d'intervention et comme opérateur dans un PC de télésurveillance. Il explique les textes réglementaires à la lumière de son expérience tout en décrivant les défis que les agents privés doivent relever et les malaises qu'ils ressentent. ■ 176 pages - 14,50€

## entreprises dans le monde

### Loomis : acquisition au Chili

Le groupe suédois a acquis fin décembre la totalité du capital de la société chilienne Wagner Seguridad, spécialisée dans le transport de fonds. Le montant de l'opération s'est élevé à 31 M\$. Basée à Santiago, elle est rentable et a réalisé un CA d'environ 23 M\$ en 2016 avec des effectifs de 940 salariés. ■

## Quand Brink's France est devenu américain

C'est en janvier 1998 que le groupe américain de transport de fonds a pris le contrôle total de Brink's France, dont il ne possédait jusque-là que 38,2% du capital (voir ETS n°207). Cet épisode mettait un terme à une situation atypique, conséquence d'une longue histoire.



Le logo de Brink's à la fin des années 1990

L'entité française a en effet été créée à la suite d'un voyage d'étude aux Etats-Unis effectué par Société Générale, Crédit Lyonnais, BNCI, CNEP, CCF et Banque de Baeque Beau. Ces établissements bancaires ont alors choisi Brink's pour créer une société de transport de fonds en France, dont il devient actionnaire minoritaire. C'est Via GTI (Générale de Transport International), filiale de la Compagnie de

Navigation Mixte spécialisée dans le transport de voyageurs, qui possédait les 61,8% restant du capital. Or, ce groupe enregistre des pertes, y compris Brink's France qui s'était lancé à l'époque dans deux acquisitions coûteuses, SGI Valeurs et Sécuribanque, et s'était engagé dans une guerre des prix destructrice avec son concurrent Ardial (voir ETS n°187 et 200).

L'heure est donc à la restructuration chez Brink's, mais aussi chez Via GTI et à la Navigation Mixte. D'autant que cette dernière vient de passer dans le giron de Paribas qui entend opérer un recentrage de ses participations. Ce qui explique la reprise à 100% de Brink's France par la firme américaine. Brink's France a réduit drastiquement ses

effectifs (passant de 5 365 en 1995 à 4 500 deux ans plus tard) et lancé une nouvelle politique commerciale lui permettant de relever ses tarifs. Il était temps, car le CA était en recul (à 1,25 milliard de francs) et l'entreprise accumulait des pertes depuis deux exercices.

Les décisions prises ont porté leurs fruits et Brink's se positionne comme leader du transport de fonds en France malgré les divers mouvements de concentration effectués par ses concurrents. Aujourd'hui, après le rachat de Temis en novembre dernier (voir ETS n°637 et 642), Brink's détient 50% du marché, devant Loomis (37%) et Prosegur (7,5%), selon les calculs de l'Atlas d'En Toute Sécurité. ■

Suite de la rétrospective historique de la sécurité dans le n°647 daté du 1<sup>er</sup> février 2018

### à savoir

## La sécurité est l'affaire de tous, selon les Français

Une écrasante majorité de Français (85%) estime que la sécurité est l'affaire de tous, alors que 14% seulement affirment que c'est uniquement le rôle des forces de l'ordre, selon un sondage réalisé par Odoxa pour le compte de Fiducial.

Les personnes interrogées réclament des formations aux premiers gestes de sécurité destinées au grand public : elles sont 91% à trouver utile (dont 52% « très utile ») la création de ce type de formations pour maîtriser les bons comportements à avoir en cas d'agression ou d'attaque terroriste. Elles sont 90% à souhaiter une généralisation de ces formations par le biais des entreprises ou des collectivités territoriales, comme c'est déjà le cas pour les formations incendie ou de premiers secours. Plus de la moitié des Français (54%) estime que c'est à l'entreprise d'assurer la sécurité des alentours du lieu de travail. Cette demande émane le plus fortement chez les salariés du secteur public (63%). 61% déclarent qu'ils pourraient refuser un emploi dans le cas où ils auraient des doutes sur la sécurité des alentours.

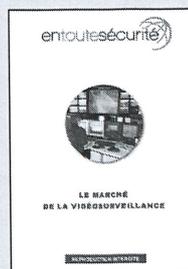
En cas de colis abandonné dans une gare, le réflexe principal pour 73% des Français est de se tourner vers les forces de l'ordre ou les agents de sécurité, alors que 17% discutent avec d'autres personnes présentes pour déterminer l'attitude à adopter et que 9% ne voient pas comment intervenir. Lorsqu'un individu présente une attitude jugée suspecte dans un lieu public, 55% contactent les forces de l'ordre, 28% se concertent et 15% ne savent pas comment intervenir. ■

## Mission sur le volontariat des pompiers

Gérard Collomb a lancé une mission de réflexion sur le volontariat des sapeurs-pompiers qui devra s'interroger sur les moyens de susciter des vocations, de fidéliser les sapeurs-pompiers volontaires et de revaloriser leur engagement. Cette mission est composée de quatre personnalités dont le président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers, un président de conseil départemental, un député et une sénatrice. Leur rapport devra être remis en mars prochain. ■

entoutesécurité

En Toute Sécurité réactualise sa gamme de 10 études de marché



Chaque étude, d'une centaine de pages, comprend des informations stratégiques, économiques, marketing, technologiques et des prévisions pour détecter les facteurs clés de succès.

**Nouveau** Étude de synthèse regroupant nos prévisions de marché

contact : 01 40 16 04 03 • security-info.com

## Des agents de Paris-Habitat peuvent dresser des PV

Des agents du bailleur social Paris-Habitat ont été assermentés pour dresser des PV dès ce mois de janvier et faire état d'incivilités dans les parties communes des HLM. Une centaine d'agents ont été assermentés en décembre afin de lutter contre les incivilités, dépôts d'ordure, urine dans les ascenseurs, dégradations, nuisances sonores, etc. Les agents assermentés, gardiens d'immeubles ou agents techniques et administratifs sont équipés d'un document type qu'ils pourront transmettre à la police ou à la justice.

Le premier bailleur social de la Ville avec ses 100 000 logements a reçu 5 000 signalements en 2016. Si elle s'avère concluante, cette disposition sera étendue aux deux autres bailleurs sociaux de la ville. Ce dispositif est déjà en vigueur dans plusieurs villes comme Nice ou Calais et même à Paris où il avait été mis en place dans le passé. ■

## Bourges : accélérateur de start-up

La ville qui a été le berceau de l'armement terrestre en France, inaugurera en janvier un accélérateur dédié aux start-up du domaine de la défense et de la sécurité et un centre de ressources pour les industries du secteur. ■

### « En Toute Sécurité »

est une publication bimensuelle de la société Technopresse,

SARL au capital de 9 832,96 €

RCS Paris B 350 206 736

46, rue de Douai - 75009 Paris

Tél. : (33) 01 40 16 04 03 - Fax : (33) 01 40 16 95 03

www.security-info.com

E-mail : contact@security-info.com

Directeur de la publication, rédacteur en chef :

Patrick Haas

Ont collaboré à la rédaction :

Pierre-Olivier Lauvige, Léa Billon et Lyse Le Runigo

Abonnement France 1 an : 470 € TTC (TVA 2,1% incluse).

Prix au numéro : 25 € TTC.

Abonnement étranger 1 an : 490 €.

Maquette : Patrick Fébié - Littérale

Imprimerie : Office Parisien

7, rue Notre-Dame des Victoires 75002 Paris

Copyright : Technopresse

Photocopie interdite

ISSN 0998-2064

Commission paritaire N°0221187548

# CDSE : création du Lab

Stéphane Volant, président du CDSE depuis septembre dernier (voir ETS n°639), a annoncé lors du colloque annuel de l'organisation le 19 décembre, la création du Lab, une instance de réflexion qui réunira les plus jeunes membres du club. « Leur feuille de route concrète et iconoclaste aura un devoir d'impertinence et d'imagination », a-t-il ajouté en précisant que cette initiative a été



Stéphane Volant veut susciter une réflexion « concrète et iconoclaste ».

validée par le conseil d'administration. Pour sa part, Gérard Collomb est intervenu pour se déclarer favorable à la proposition du CDSE de créer une classification intermédiaire en-dessous des OIV (opérateurs d'importance vitale). Les quelques 200 OIV ont accès à des informations et des outils privilégiés comme la possibilité de procéder à un criblage de leurs salariés ou celle, pour les directeurs de la sûreté, d'être habilités « confidentiel défense », a rappelé le ministre de l'Intérieur. « Or, le nombre d'entreprises menacées est bien plus important qu'hier »,

a-t-il affirmé, en citant par exemple les data centers, les sous-traitants informatiques d'un hôpital ou les laboratoires pharmaceutiques.

« Quant aux possibilités d'action des agents de sécurité privée, aujourd'hui limitées, la mission parlementaire qui sera lancée en janvier prochain sur le continuum de sécurité formulera des propositions pour les étendre. Je crois que nous ne devons rien nous interdire », a

souligné Gérard Collomb. Celui-ci s'est ainsi montré favorable à la proposition du CDSE de créer « au plus haut niveau un réseau rassemblant hauts cadres du ministère de l'Intérieur et directeurs de la sûreté des entreprises, pour échanger des informations sensibles sur des sujets comme l'état de la menace terroriste, la cybercriminalité ou l'intelligence économique ». « J'agirai pour que soient développés les croisements de parcours entre les responsables de la police, de la gendarmerie et du renseignement et ceux de la sécurité dans les entreprises », a-t-il conclu. ■

## Signature de l'accord sur la formation continue

Les organisations patronales USP, SNES, SESA et GPMSE Télésurveillance ont signé le 14 décembre l'accord sur le maintien des acquis et des compétences (MAC) des agents de sécurité, de même que les organisations de salariés Force Ouvrière (qui a été particulièrement active sur ce dossier), CFDT, CGT, CFE CGC, CFTC et Unsa.

Ce texte entérine le fait que cette formation de 31 heures — passage obligé pour déposer le dossier de demande de renouvellement de la carte professionnelle — s'effectue durant le temps de travail ou se voit considérée comme tel. Le document instaure une obligation conventionnelle de versement d'une contribution de 0,15% du montant de la masse salariale brute de l'année auprès d'Opcalia afin de financer ce cursus. ■

## en bref

**Vachette** (groupe Assa Abloy) annonce que son usine de Longué-Jumelles employant 280 personnes a obtenu la certification ISO 50001, qui concerne la gestion de l'énergie.

**Loomis France** a confié la protection de ses données confidentielles aux data centers de la société Interxion.

**Alsid**, éditeur de logiciels de cybersécurité fondé en juin 2016, effectue sa première levée de fonds, d'un montant de 1,5 M€ menée par 360 Capital Partners.